

# « STYLES DE VIE »

## ET

# « COURANTS SOCIO-CULTURELS » :

## POUR QUOI FAIRE ?

par

Patrick LE MAIRE (\*)

### INTRODUCTION

L'objet de cet article est d'essayer de tirer quelques remarques et interrogations d'une recherche sur les « styles de vie » menée au C.E.S.A. <sup>(1)</sup> pendant plus de 5 ans.

Avec un recul de 2 ans, il nous paraît nécessaire de dégager nettement les problèmes qui nous avaient semblé tellement insolubles que nous avons abandonné ce domaine de recherche.

Il est bien sûr possible que d'autres aient pu résoudre ces difficultés, mais la discrétion des promoteurs de systèmes d'analyse des « styles de vie » (qu'il s'agisse du Centre de Communication Avancée d'Havas, de la COFREMCA ou de Leo Burnett) sur leur méthodologie est telle qu'il est difficile de savoir quels problèmes se sont posés, quels sont ceux qui sont résolus et ceux qui restent ouverts.

Après avoir proposé une classification des méthodes actuellement utilisées (C.C.A., COFREMCA, Leo Burnett et C.E.S.A.) nous examinerons successivement les points suivants :

- le cadre conceptuel (sa détermination, sa validation, son opérationnalisation);
- ce cadre conceptuel peut-il être général (valable pour tous les produits/marchés)?;
- quel avenir peut être prévu pour ce type d'approche? (et comment peut-on faire pour que cet avenir existe?).

Il est commode de classer les différentes approches « style de vie » <sup>(2)</sup> suivant deux critères simples : l'existence d'un cadre conceptuel *a priori* et la généralité de ce cadre.

Il n'est pas inintéressant de constater que les deux méthodes le plus couramment utilisées (en France parce que la pénétration de ces méthodes dans les autres pays reste faible, pour ne pas dire confidentielle) sont celles qui proposent un cadre conceptuel général défini *a priori*. Néanmoins comme nous allons l'indiquer, leur ressemblance est plus formelle que réelle.

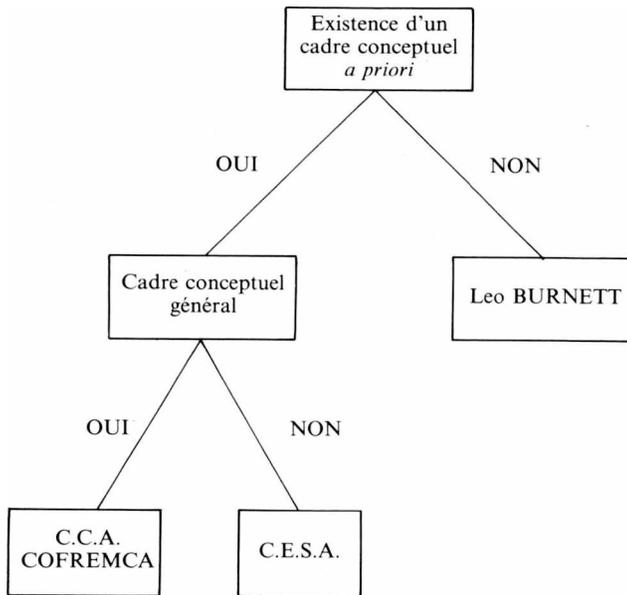
---

(\*) Directeur de la Recherche au Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires, 78350 Jouy-en-Josas.

(1) C.E.S.A. : Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires (H.E.C.-I.S.A.-C.F.C.-Doctorat de Gestion). Recherche menée par Suzan DOUGLAS et Patrick LE MAIRE.

(2) Au sens général quand nous parlons de « styles de vie » nous entendons aussi bien l'approche du C.C.A. que les courants socio-culturels de la COFREMCA.

## Classification des approches « styles de vie »



### 1. LE CADRE CONCEPTUEL

Sans vouloir reprendre complètement l'historique du développement des recherches « styles de vie » il est tout de même nécessaire de rappeler que les progrès déterminants se sont produits lorsque l'on est passé des études empiriques à la conceptualisation *a priori* (1). En effet au départ l'analyse a seulement consisté à *ajouter* certaines questions d'attitudes, d'intérêts et d'opinions à des questionnaires portant essentiellement sur des comportements. Ces questions servaient seulement à *décrire*, à *qualifier* des groupes formés à partir d'autres variables (par exemple, on décrivait les groupes constitués l'un par les acheteurs de Peugeot et l'autre par les acheteurs de Renault). Ce n'est que lorsque l'on a essayé de former les groupes *à partir* des variables « styles de vie » que s'est posé très nettement le problème du cadre conceptuel; il ne suffisait plus, alors, de poser un certain nombre de questions, un peu en vrac, mais il fallait s'interroger sur les concepts que mesuraient ces questions, puisque la constitution des groupes pouvait varier en fonction des questions retenues. Pour simplifier nous allons examiner successivement trois problèmes :

- détermination du cadre conceptuel;
- validation du cadre conceptuel;
- opérationnalisation du cadre conceptuel.

---

(1) Voir pour une bibliographie assez complète l'article de Suzan DOUGLAS et Anne MACQUIN, Prix Marcel Dassault. « L'utilisation des notions de courants socio-culturels et des styles de vie : limites et perspectives ». *Cahiers de Recherche du C.E.S.A.*, E.R. n° 95, 1977.

## 1. 1. Détermination du cadre conceptuel

Nous examinerons dans la seconde partie les avantages/inconvénients d'un cadre conceptuel général. Pour le moment il s'agit seulement de la possibilité de construire un cadre *a priori*, qui permettra de bâtir l'outil de mesure. Il faut indiquer que l'approche purement empirique de Leo Burnett consiste, en fait, à refuser d'explicitier un cadre : l'un des avantages essentiels d'une démarche arbitraire est qu'il n'est pas nécessaire de la justifier!...

La COFREMCA et le C.C.A. ont tous les deux utilisé l'analyse secondaire de données existantes pour déterminer :

- pour la COFREMCA les « courants socio-culturels »,
- pour le C.C.A. les différentes composantes du « style de vie ».

Mais comme le matériel utilisé est assez différent (puisque'il s'agit d'études de motivations classiques pour la COFREMCA et d'études de motivations créatives — ou EPSY — pour le C.C.A.), les résultats obtenus le sont aussi.

On ne peut alors que constater que le cadre conceptuel dégagé dépend soit du mode de recueil des informations, soit de la méthode d'analyse de ces informations, soit, et c'est ce qui est le plus probable, de ces deux facteurs à la fois, ce qui pose le problème immédiat de sa validation. En effet, si par plusieurs méthodes on arrive à définir des cadres conceptuels voisins, ou au moins comparables, cela peut déjà constituer un début de validation. Mais la pauvreté des références théoriques utilisées pour élaborer les cadres conceptuels « styles de vie » proposés, le refus presque systématique d'utiliser les résultats obtenus dans les différentes disciplines des Sciences Humaines (au moins sur le plan des déclarations, puisqu'il est bien évident que les analystes font implicitement référence à des acquis théoriques sous-jacents) font que les résultats obtenus sont très conditionnés par le matériel analysé (et perdent de ce fait à la fois beaucoup de profondeur et de généralité).

Pour le C.E.S.A., le cadre conceptuel élaboré a utilisé différentes sources d'information :

- l'approche A.I.O. (Activités, Intérêts, Opinions) directement importée des États-Unis;
- certains travaux empiriques (sur des populations « captives », c'est-à-dire des élèves, des anciens élèves, des femmes d'anciens élèves de l'École des H.E.C., etc.);
- certains travaux sociologiques français pouvant permettre la transposition des travaux américains à un milieu différent.

L'hétérogénéité des sources, et la difficulté de leur intégration nous a conduits à rejeter la notion de cadre conceptuel général, sans doute plus à cause de notre incapacité à le définir d'une manière qui nous paraissait satisfaisante que d'une impossibilité théorique à le faire.

## 1. 2. Validation du cadre conceptuel

Il est clair que ce point est très important : si le cadre conceptuel obtenu représente bien le phénomène analysé (les « styles de vie »), si les concepts dégagés sont à la fois pertinents et exhaustifs, si la structure retenue correspond à l'importance relative pour la population soumise à l'étude, les résultats obtenus seront utilisables. Par contre, si le cadre conceptuel est discutable, s'il est indispensable de se situer sur le plan de la Foi (y « croire ») pour pouvoir accepter les propositions faites, les résultats seront injustifiables ou en tout cas on pourra se contenter de choisir parmi les résultats ceux auxquels on « croit » parce qu'ils correspondent à des « intuitions » ou bien parce qu'ils flattent certaines idées que l'on a pu exprimer préalablement.

Malheureusement, valider un cadre conceptuel représente l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre dans les recherches en Sciences Humaines. Il est sûr qu'un certain

nombre de méthodes ont été proposées <sup>(1)</sup>, mais leur application demande beaucoup d'efforts et surtout de temps.

Il faut bien constater que les promoteurs des différents systèmes ont préféré prendre ce temps pour commercialiser leurs méthodes plutôt que de passer plusieurs années à les valider (retranchés derrière leur certitude « d'avoir raison »...). Lorsque quelqu'un faisait remarquer — plus ou moins naïvement — que les méthodes proposées n'avaient rien de commun et donnaient des résultats différents sinon contradictoires, on lui rétorquait tout d'abord qu'il n'avait rien compris, qu'ensuite même si le phénomène analysé était le même, les méthodes d'observation étaient différentes et qu'il était donc normal que les résultats ne soient pas identiques.

En y réfléchissant avec un peu de recul, et en essayant d'éviter les querelles d'écoles qui ont conduit trop souvent à des dialogues de sourds <sup>(2)</sup> n'est-ce pas dire que finalement les méthodes proposées sont trop superficielles, qu'elles dégagent les éléments observables par les outils retenus et qu'elles ne vont pas assez loin dans l'analyse pour pouvoir se rejoindre? Ou alors faut-il en conclure que « styles de vie » et « courants socio-culturels » n'ont rien à voir et qu'il s'agit de deux phénomènes quasiment distincts?

Personnellement il me semble très clair que les travaux de définition des cadres conceptuels proposés ont été faits trop rapidement (pour ne pas dire bâclés...) et que des impératifs commerciaux ont entraîné une atténuation de la rigueur scientifique indispensable.

De plus la validation d'un cadre conceptuel nouveau demande le recours à des références extérieures (philosophiques, sociologiques, psychologiques, anthropologiques..., etc.). Le refus systématique de telles références explicites, l'exigence maintes fois affirmée de « coller » aux informations, permet de se dispenser de tels rapprochements et conduit le cadre conceptuel proposé à « s'autovalider », ce qui est bien commode.

Par ailleurs, la validation demande également la possibilité de mesurer les concepts retenus. Là encore les problèmes sont nombreux, même s'ils ne sont pas spécifiques aux recherches sur les « styles de vie ».

### 1.3. Opérationnalisation du cadre conceptuel

Sans revenir sur le problème de mesure <sup>(3)</sup> il faut tout de même souligner l'importance qu'il a dans les recherches sur les « styles de vie ». En effet tout y est, pour les méthodes actuellement proposées, « quantification » de concepts définis verbalement. Le passage — toujours difficile — du qualitatif au quantitatif, est dans ce cas fondamental puisque l'on ne mesure qu'attitudes et opinions, ou presque.

La discrétion des promoteurs actuels sur le contenu de leurs questionnaires ne permet pas de se faire une idée très précise non seulement de leur qualité (qui peut toujours être discutée mais ce n'est pas le plus important) mais surtout de la manière dont les concepts retenus ont été traduits en questions.

L'expérience que nous avons menée au C.E.S.A. (même si celle-ci est difficilement transposable) nous conduit cependant à formuler les remarques suivantes :

- 1° un concept doit être mesuré par plusieurs questions;

---

(1) Voir Suzan DOUGLAS et Anne MACQUIN *op. cité*; voir aussi Patrick LE MAIRE, La méthode de double analyse factorielle : test d'un cadre conceptuel défini *a priori*, *Journées de l'I.R.E.P.*, 1979.

(2) Que cela soit aux *Journées de l'I.R.E.P.*, 1974, ou aux différents Congrès ESOMAR (1975 et 1976).

(3) Voir par exemple Y. EVRARD et P. LE MAIRE, *Informations et Décisions en Marketing*, Dalloz, 1976.

2° les réponses à ces différentes questions mesurant le même concept doivent être analysées pour s'assurer d'un minimum de cohérence;

3° plus les niveaux d'abstraction des différentes questions mesurant le même concept sont différents, plus la cohérence est faible;

4° une fois le questionnaire établi (par référence aux concepts retenus), l'analyse inverse (c'est-à-dire le classement des questions proposées en fonction des concepts) donne des résultats qui dépendent de l'analyste et qui ne sont pas univoques;

5° le choix des « bonnes » questions (celles qui, dans un processus itératif, seront conservées pour la phase suivante) dépend de considérations *externes* au phénomène étudié, puisque la tendance naturelle est de conserver les questions fournissant le maximum d'informations (c'est-à-dire pour lesquelles les réponses sont le plus dispersées ou encore à variance maximale). Il n'est pas du tout évident que ce critère conduise à sélectionner les questions les plus « pertinentes ».

Il est certain que des gens ayant une expérience professionnelle (de terrain) beaucoup plus importante que la nôtre ont résolu ces problèmes mieux que nous n'avons pu le faire. Pour en être pleinement convaincus il faudrait pouvoir disposer d'informations précises sur le contenu des questionnaires, sur leur évolution. Le secret professionnel permet bien des obscurités dont certaines sont — à notre avis — inadmissibles pour la crédibilité des projets concernés.

## 2. LA GÉNÉRALITÉ DU CADRE CONCEPTUEL

L'une des conséquences de la difficulté d'élaboration d'un cadre conceptuel peut être de choisir de limiter ses ambitions à un cadre conceptuel valable pour un couple produit/marché. Ce qui équivaut à revenir à un schéma plus classique de quantification d'une étude qualitative <sup>(1)</sup>. L'approche « style de vie » conduit cependant à une plus grande rigueur et à une méthodologie d'analyse plus satisfaisante. Bien entendu cela fait perdre beaucoup d'intérêt à la notion même de style de vie puisque l'une des ambitions initiales était de remplacer des variables socio-économiques dont le pouvoir « explicatif » n'était pas brillant par d'autres variables plus pertinentes <sup>(2)</sup>.

Un cadre conceptuel général est plus satisfaisant qu'un instinct globalisant et répond à un besoin d'économie moins scientifique mais tout aussi important. En effet n'avoir qu'un seul cadre conceptuel général valable pour tous les produits/marchés, permet d'avoir — sans aucune modification — des clients dans tous les secteurs. Malheureusement, plus le cadre est général, moins sa pertinence pour un produit particulier est assurée : utiliser par exemple un cadre conceptuel général pour expliquer un *choix de marque* de lessive entraîne de bien grandes désillusions. Il faut donc bien considérer qu'un cadre conceptuel général conduit à un certain type d'applications (produits comme les transports, les loisirs, prospective sociale sur laquelle nous reviendrons dans la troisième partie).

Les recherches effectuées au C.E.S.A. (malgré les insuffisances déjà soulignées du cadre conceptuel retenu et de l'outil d'analyse élaboré) nous ont conduits à essayer de trouver un moyen terme (en ce domaine le compromis n'est probablement pas la meilleure solution). Nous avons donc choisi de nous intéresser plus particulièrement à une certaine catégorie de la population française : les ménagères. Après avoir élaboré un cadre conceptuel spécifique et l'avoir transformé en questionnaire nous l'avons testé,

---

(1) Voir à ce sujet Patrick LE MAIRE : *Comment rendre le Style de Vie Opérationnel*, Senaque, 1977.

(2) En oubliant souvent qu'une mesure doit être reproductible, stable, signifiante et facile à effectuer.

en le modifiant plus ou moins profondément (puisque l'aspect d'évolution temporelle n'était pas l'objet de notre recherche), une dizaine de fois (sur des échantillons utiles — dont les questionnaires étaient utilisables — de 200 à 600 personnes).

Pour évaluer l'intérêt de l'utilisation des « styles de vie » pour cette catégorie socio-économique nous avons mesuré la consommation de cinq catégories de produits. Il est indispensable de s'assurer que des groupes ayant des profils « styles de vie » différents ont des « comportements produits » eux aussi différents. A quoi pourrait servir à un fabricant d'automobiles la fourniture de deux groupes « styles de vie » très différents (au niveau du « style de vie ») mais dont la « consommation » de voitures serait analogue (pour le taux de pénétration des marques par exemple) ?

Les résultats obtenus <sup>(1)</sup> nous ont donné les indications suivantes (que nous ne prétendons pas généralisables vu les difficultés théoriques et pratiques que nous avons rencontrées, mais que nous donnons à titre indicatif). Pour les produits étudiés (bière, biscuits, lessives, boissons sans alcool, produits frais) qui font pourtant partie (sauf peut-être la lessive) d'un univers de consommation que l'on pourrait supposer assez homogène, les concepts « styles de vie » les plus discriminants (expliquant le mieux des différences de consommation) ne sont pas les mêmes suivant les produits. De plus, à l'intérieur de chaque concept, ce ne sont pas les mêmes questions qui sont les plus importantes. Enfin tout cela varie non seulement dans le temps mais encore suivant les circonstances d'achat et de consommation.

Il nous fallait donc choisir, soit chercher à définir un cadre conceptuel plus proche du produit si nous voulions avoir la possibilité d'expliquer des différences de comportement d'achat (ce que nous avons fait dans plusieurs cas d'application commerciale), soit repartir vers un cadre conceptuel plus général en abandonnant explicitement toute possibilité explicative spécifique pour toute une classe de produits (biens de grande consommation, achats fréquents, faible prix unitaire, consommation peu différenciée...). Finalement nous avons choisi de nous orienter vers la recherche d'un cadre conceptuel plus général mais devant les problèmes que nous ne savions pas résoudre et également par manque de moyens, nous avons préféré arrêter — au moins pour le moment — notre recherche en ce domaine.

### 3. UTILISATION DU « STYLE DE VIE »

Les considérations développées précédemment nous conduisent à penser que le « style de vie » (au sens général) devrait être utilisé essentiellement dans le domaine de la « prospective sociale ». L'analyse de l'actuel, grâce à un cadre conceptuel général, la détection de certaines évolutions doivent permettre de prévoir certaines transformations sur le plan social. Il s'agit donc de prospective assez générale qui peut servir de cadre à une réflexion plus focalisée pour certains types de produits (en utilisant conjointement par exemple un certain nombre de scénarii). De la capacité des « styles de vie » à permettre cette « prospective sociale » dépend en fait la survie de ce type d'approche (qui pourrait à ce moment dépasser le phénomène de mode pour entrer comme l'une des composantes de la « prévision douce » <sup>(2)</sup> qui reste à inventer tout au moins en grande partie).

Cette capacité à prévoir des approches « styles de vie » dépend cependant de la résolution possible d'un certain nombre de problèmes.

---

(1) Voir Patrick LE MAIRE : *Comment rendre le Style de Vie Opérationnel*, op. cité pour des résultats plus détaillés.

(2) Traduction littérale de « soft forecasting ». Il s'agit de dépasser les méthodes de prévision quantitative (de plus en plus fausses vu les modifications rapides de l'environnement) en proposant des méthodes plus « qualitatives ».

### 3. 1. Stabilité du cadre conceptuel

Il est évident que même si à un moment donné un cadre conceptuel satisfaisant était élaboré (ce qui à notre avis n'est pas encore le cas) il faudrait l'adapter pour tenir compte de l'évolution de l'importance des concepts et/ou de l'émergence de nouveaux concepts. On peut certes affirmer que cette évolution est très lente et qu'il n'est pas encore temps de s'en préoccuper. Cependant, la mesure d'un concept, même si sa pertinence reste convenable, peut évoluer. Par exemple le concept d'intelligence, même si son importance a pu paraître différente au cours des époques, pourrait rester pertinent pour l'explication de la réussite scolaire. La mesure de ce concept peut cependant être différente (et comment faire évoluer cette mesure?).

Cela est d'autant plus gênant que pour prévoir, il faut auparavant être capable d'évaluer des évolutions.

### 3. 2. Mesure des évolutions

A partir du moment où les mesures se font à l'aide d'interviews par questionnaires, le choix de l'échantillon devient fondamental. En effet, si l'on prend une méthode aléatoire (ou pseudo-aléatoire) les coûts sont très importants ce qui limite fortement la taille de l'échantillon retenu, ou alors on utilise — plus ou moins — une méthode à base de quotas et les variables de quotas sont importantes. Malheureusement les seules variables de quotas opérationnelles sont des variables socio-économiques (ou d'équipement). On peut alors s'interroger sur la cohérence d'une démarche où les mesures proposées pour dépasser (ou au moins pour enrichir) les variables socio-économiques partent de celles-ci pour définir les échantillons mesurant celles-là.

De plus, les différences observées entre deux échantillons successifs peuvent être dues à deux facteurs principaux :

- (a) des différences d'échantillonnage;
- (b) des différences liées à une évolution de la population.

Il est clair que les différences évolutives sont les seules importantes.

A partir du moment où il n'est pas possible de contrôler l'importance des différences d'échantillonnage, il est difficile d'utiliser les différences observées pour prévoir une évolution future. Cependant, si l'on considère les indications d'évolution *comme des indices*, on peut sans doute, en analysant la *cohérence* de ces indices, en tirer quelques indications sur une évolution future (avec beaucoup de prudence).

## CONCLUSION

On peut résumer les difficultés que nous avons rencontrées et les propositions d'amélioration que nous pouvons faire en quelques points :

- (a) améliorer le cadre conceptuel (en particulier en l'explicitant);
- (b) améliorer les mesures (en rendant publics les questionnaires);
- (c) utiliser les « styles de vie » pour la « prospective sociale » (ne pas vouloir l'utiliser pour tous les problèmes).

Il est clair que l'un des points les plus importants, et qu'il devrait être possible de résoudre, est la confidentialité (qui ne peut amener que des doutes sur le sérieux des méthodes proposées).

---

IMPRIMERIE GAUTHIER-VILLARS, 70, rue de Saint-Mandé, 93100 Montreuil

dépôt légal 1981 : Imprimeur : 2373 — Éditeur : 020 — CPPP 56687

198078-82

mars 1982

Imprimé en France

Le Directeur de la publication : JEAN-MANUEL BOURGOIS

## CONSOMMATION-REVUE DE SOCIO-ÉCONOMIE

### AU SOMMAIRE DES DERNIERS NUMÉROS

#### 1979

- N° 1. — L'évolution des coûts hospitaliers, hôpitaux publics 1965-1977. — Aperçus sur les utilisations possibles de la comptabilité en temps de travail. — Note sur la structure des budgets familiaux et des impôts indirects.
- N° 2. — Prospection sur le marché du travail et mobilité géographique. — Durée de vie des biens, rationalité économique et mode de développement. — Le travail féminin. Famille et système productif. — Les effets économiques et financiers de l'évolution démographique.
- N° 3-4. — Les indicateurs sociaux. — Analyse économique de la bureaucratie et gestion des équipements collectifs. — L'analyse qualitative des revenus des familles les plus pauvres. — Transmission, accumulation et immobilité intergénérationnelles des patrimoines. — Famille, fécondité et choix économiques. Une critique des modèles micro-économiques de fécondité. — La réduction de la durée hebdomadaire du travail. Problèmes, moyens, conséquences. — Analyse économique de la grève : problèmes méthodologiques. — Perte d'autonomie et handicaps : application au cas des personnes âgées résidant en institution. — Un outil pour une politique de santé : évaluation des conséquences économiques et sociales de divers états pathologiques. — Le ralentissement de la croissance des dépenses publiques d'éducation dans le monde. — Comportement des bacheliers : modèle de choix de disciplines.

#### 1980

- N° 1. — Le système d'enquêtes sur les aspirations des Français. — La spécialisation des rôles conjugaux. Les gains du mariage et la perspective du divorce. — Les enseignants des universités. — Anticipation de l'impôt et redistribution. — Consommation médicale et travail féminin.
- N° 2. — Les consommations médicales dans la région lyonnaise en 1975. — La juridicisation des conseils de prud'hommes, une évolution irréversible. — Transferts sociaux et protection sociale en Amérique du Nord. — Le fractionnement et l'étalement des vacances. Contraintes et aspirations des actifs parisiens.
- N° 3. — Peut-on mesurer le risque de devenir chômeur ? — La segmentation du marché du travail comme conséquence d'un phénomène de substitution travail-travail dans une économie dualiste. — Une génération de retraités parisiens du secteur privé. Constitution et structure des groupes socio-professionnels du salariat. — Transfers de revenus et finances locales. L'exemple d'une commune de 30 000 habitants. — L'analyse longitudinale du taux d'activité par âge par doubles polynômes orthogonaux.
- N° 4. — La Consommation élargie 1959-1965-1970-1974. — La mobilisation de l'épargne dans les pays en développement. — Quelques problèmes posés par les mesures de performance dans les universités.

#### 1981

- N° 1. — Les soins médicaux en France et aux U.S.A. — Génération et gain : une simulation de bilans financiers individuels par classe sociale. — Automation : Technologie, travail, relations sociales. — La stabilité du lien emploi-croissance et la loi d'Okun : une application à l'économie française.
- N° 2. — Transformation de la morphologie sociale des communes et variation des consommations. — L'arbitrage autarcie-marché : une explication du travail féminin. — Participation, emploi et travail domestique des femmes mariées. — Conditions de vie et aspirations des Français 1978-1981.
- N° 3. — Liberté ou planification en matière de recherche médicale. — Popularité des gouvernants et politique économique. — L'effet redistributif du régime de retraite de la Sécurité sociale des États-Unis. — La théorie économique de la famille : une critique méthodologique. — L'économie non officielle. — Politique conjoncturelle et fluctuations de la construction de logements aux États-Unis.
- N° 4. — La production d'enseignement supérieur dans les établissements français. Demande médicale induite par l'offre : chimère ou réalité ? — Les styles de vie. Pour une réinterprétation de la notion de tendance. — Styles de vie et courants socio-culturels : pour quoi faire ? — Mode de vie et style de vie. Quatre observations sur le fonctionnement des termes.

### AU SOMMAIRE DU PROCHAIN NUMÉRO

Les déterminants de la mobilité matrimoniale. Allocation rationnelle du temps des ménages en Colombie. Évolution du rapport patrimoine/revenu au cours du cycle de vie. La planification, les coûts et les avantages des actions médicales.



## CREDOC

### Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de vie

Le C.R.E.D.O.C., Association sans but lucratif régie par la loi de 1901, est un organisme scientifique placé sous la tutelle administrative du Commissariat Général du Plan. Fondé en 1953 pour effectuer des études statistiques des structures et tendances de la demande, le C.R.E.D.O.C. a élargi son activité. Ses travaux portent sur les conditions de vie de la population et les politiques les concernant. Quels que soient les domaines abordés, il s'agit toujours de recherches et d'études socio-économiques dans lesquelles les comportements des ménages sont les préoccupations centrales du C.R.E.D.O.C.

Il en est ainsi notamment des travaux d'économie médicale, de ceux relatifs à la redistribution des revenus et au fonctionnement des services publics, comme l'enseignement, de ceux qui ont trait à la consommation et aux conditions de vie des ménages, ainsi que de ceux qui portent sur des groupes particuliers de la population.

Le C.R.E.D.O.C. effectue des travaux pour le compte des administrations publiques, pour celui d'organismes internationaux ou de droit privé; ces travaux sont publiés sous la responsabilité du C.R.E.D.O.C.

*C.R.E.D.O.C., a non profit organization, is a research center supervised by the French Planning Authority. Founded in 1953 to study the patterns and trends of households' demand, C.R.E.D.O.C. has broadened its activities. The research now deals with the living conditions of the population and policies that concern them; whatever the field, investigations are centered on the behaviour of families.*

*Such is the case of the work on health care economics, on income redistribution and the functioning of public services such as education, on household consumption and living conditions and on particular groups of the population.*

*The work is commissioned by public bodies, international organizations or private institutions, and published under the responsibility of C.R.E.D.O.C.*

#### **Président :**

Hubert PREVOT  
Commissaire au Plan

#### **Vice-Présidents :**

Philippe HUET  
Inspecteur Général des Finances, Expert du Conseil de l'O.C.D.E.  
Edmond MALINVAUD  
Directeur Général de l'I.N.S.E.E.

#### **Directeur :**

André BABEAU  
Professeur à l'Université de Paris-X

# Sommaire

GÉRARD LASSIBILLE  
et LUCIA NAVARRO-GOMEZ      La production d'enseignement su- 3  
périeur dans les établissements  
français

PETER ZWEIFEL      Demande médicale induite par l'of- 39  
fre : chimère ou réalité ?

## DÉBAT SUR LES STYLES DE VIE

YVES KRIEF      Les styles de vie. Pour une réinter- 63  
prétation de la notion de tendance

JEAN-FRANÇOIS BERNARD-  
BECHARIES      Mode de vie et style de vie. Quatre 73  
et CHRISTIAN PINSON      observations sur le fonctionnement  
des termes.

PATRICK LE MAIRE      « Styles de vie » et « courants socio- 91  
culturels » : pour quoi faire ?

**1981 n°4** OCTOBRE-DÉCEMBRE

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE  
ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE